

## COMMUNIQUE



Les 30 Organisations Non Gouvernementales colombiennes et françaises réunies dans le cadre du Forum “Coopération, innovation sociale et citoyennetés” tenu à Grenoble les 17, 18 et 19 octobre 2017, pour envisager et analyser de nouvelles possibilités d'actions conjointes afin de soutenir la construction de la paix en Colombie, manifestent:

- Que pendant les trois jours du Forum, ont été assassinés les leaders sociaux colombiens: José Jair Cortés, qui avait dénoncé le massacre de 7 paysans et indigènes le 5 octobre à Tumaco, Nariño; la professeure des écoles Liliana Astrid Ramírez Martínez, à Coyaima, Tolima; Eliecer Carvajal, à Puerto Guzmán, Putumayo; Liliana Patricia Cataño Montoya, à Medellín, Antioquia.

- Que les jours précédant le Forum avaient été assassinés José Murillo de la communauté de Cacarica, Chocó, Jorge Luís García à Cartagena, les indigènes Awá Alirio Taicus Sabala (le père) et Geovanny Sabala Quistial (le fils), le Gouverneur indigène Oscar Tenorio Suscué dans la municipalité de Paéz, ainsi que de la journaliste, Efigenia Vásquez Astudillo, indigène du village Kokonuko, Cauca.

- Qu'à ce contexte critique, qui comptait déjà 82 défenseurs et défenseuses assassinés durant les neuf premiers mois de 2017, s'ajoutent les récents assassinats de six ex-guérilleros des FARC-EP, dans le département de Nariño, le 15 octobre.

- Que le gouvernement colombien, par la voix du Président Juan Manuel Santos, s'est engagé depuis son premier mandat auprès du mouvement des droits humains à garantir la vie de ses activistes; auprès des FARC, lors de la signature des Accords de La Havane, à protéger leurs membres; et plus récemment, le 4 septembre, avant la visite du Pape François, a donné sa parole, lors du pacte de cessation bilatérale des hostilités avec la guérilla ELN, afin de protéger les activistes sociaux du pays.

Pour ces raisons, nous condamnons ces assassinats commis de façon systématique et réitérée contre les représentants et représentantes, défenseurs et défenseuses des droits humains, ex-membres des FARC, leurs familles et autres civils, et exigeons du gouvernement et de l'Etat colombien:

1. Qu'il respecte son mandat constitutionnel et légal de garantir la vie de tous les leaders sociaux dans ce contexte important de mise en place de l'Accord de Paix de La Havane, et l'arrêt bilatéral du feu et des hostilités signé dans la ville de Quito, Equateur, avec l'ELN.

2. Qu'il crée les conditions et les garanties de sécurité nécessaires pour

l'exercice de la défense des droits humains, comme il l'a promis à plusieurs reprises.

3. Que la Fiscalía General de la Nación rende compte du résultat des enquêtes pour tous les assassinats de défenseurs et défenseuses des droits humains.

En même temps, nous demandons aux pays de l'Union Européenne, et en particulier au gouvernement français:

1. qu'ils renforcent l'accompagnement et la défense de la mise en place de l'Accord de La Havane, ainsi que de l'arrêt bilatéral des hostilités.

2. Qu'ils soutiennent les exigences de la société civile colombienne et française face à la crise des droits fondamentaux que vivent les mouvements sociaux et de droits humains en Colombie.

Enfin, nous réitérons à la communauté nationale et internationale que malgré ce contexte, nous continuerons à travailler pour la construction de la paix en Colombie, avec espoir en la vie.

Grenoble, le 19 octobre 2017

### **Les organisations signataires :**

Asociación MINGA

CENSAT Agua Viva

Centro de Investigación y Educación Popular – Programa por la Paz – CINEP-PPP

Coalición Colombiana por el Derecho a la Educación – CCDE

Comisión Intereclesial de Justicia y Paz – CIJyP

Corporación Amigos de la UNESCO

Corporación de Investigación y Acción Social y Económica – CIASE

Corporación SEMBRAR

Fundación Colombia Nuestra

Fundación Comité de Solidaridad con los Presos Políticos – FCSPP

Fundación Infancias 2/32

Instituto Latinoamericano para una Sociedad y un derecho Alternativos – ILSA

Secretariado Nacional de Pastoral Social – Cáritas Colombia

Taller Abierto...Centro de promoción integral para la Mujer y la Familia

Vamos MUJER

Réseau France Colombie Solidarités - RFCS

Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture - ACAT

Agir ensemble pour les Droits de l'Homme - AEDH

Brigades de Paix Internationales France -PBI

Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire - CCFD-TS

École de la Paix

Entre Todos France

Mâcon Solidarité Colombie

Secours Catholique - Caritas France

Solidarité Laïque

Terre des Hommes France

Tétraktys

Travailler Ensemble Jeunes et Engagés - TEJE